

COVID-19: les propositions des petites villes pour la reprise

Le 28 avril 2020

Résumé

Comme d'autres, les petites villes assumeront leur rôle dans la relance post-COVID19. La crise sanitaire a jeté un éclairage froid, parfois cruel, sur les lacunes de notre modèle politique et institutionnel. Tout en étant en première ligne, la plupart de nos petites villes ont eu le sentiment douloureux de constater confusion et solitude face aux difficultés quotidiennes de leurs citoyens : manque de ressources humaines, de moyens financiers et d'outils institutionnels, pour l'obtention de résultats requis en temps de crise.

La CTME dévoile ses propositions concrètes pour une reprise inclusive, ambitieuse et réaliste. Elles permettraient à l'idée même de notre Union de continuer à avoir un sens aux yeux de nos citoyens tout autant que de refonder des relations sur la confiance et les valeurs fondamentales, essentielles pour l'avenir des générations futures.

Nous prônons une voie vers une solidarité accrue, l'investissement direct dans les secteurs essentiels, la ré-industrialisation de l'économie réelle, la justice territoriale et la solidarité.

Les petites villes doivent prendre une part forte et très active aux efforts déployés aux niveaux européen et national pour la relance post-COVID. Elles ont été directement confrontées aux limites des systèmes de santé, à l'échec de la coordination, l'absence de moyens humains, budgétaires et logistiques, et qui font concrètement et quotidiennement face à de nombreux problèmes transfrontaliers. La survie de nombreuses entreprises et des services publics aura un impact considérable sur la vitalité des petites villes européennes.

Cette crise, au-delà d'avoir montré les limites de nos systèmes sanitaires et de santé, a également remis en cause notre organisation politique. La coordination des différents niveaux d'autorités communales, là où elle a eu lieu, a renforcé notre capacité à répondre aux défis quotidiens de nos citoyens et a donc renforcé la représentation locale. Notre position sur ces questions cruciales doit être commune, forte et coordonnée, tant dans les relations avec nos gouvernements nationaux qu'avec l'UE ; ainsi qu'en ce qui concerne la nature des compétences des collectivités locales et les moyens de les exercer.

Les derniers mois ont montré que les problèmes, autant que leurs solutions, ne sont pas liés aux frontières nationales ; notre solidarité ne devrait pas l'être non plus. Nous sommes convaincus que cette crise ne sera endiguée que grâce à une action européenne commune. À l'inverse de la résurgence de vieux réflexes nationalistes, la crise appelle très clairement une plus grande coopération et une société européenne plus forte et plus intégrée.

Notre message s'articule autour de la solidarité, des investissements substantiels et directs dans l'économie réelle, un redressement industriel, la lutte pour la justice territoriale et la réévaluation des modèles institutionnels et politiques actuels.



Solidarité accrue: notre priorité européenne la plus absolue

En ces temps de crise, la première priorité devrait être d'affirmer fermement notre engagement à travailler ensemble pour relever les défis posés par la pandémie, au niveau européen. Nos populations et municipalités comptent sur notre capacité, en tant qu'autorités locales, à proposer des solutions communes à des préoccupations partagées.

Quels que soient les moyens choisis pour l'exprimer, et ils sont nombreux, les Européens doivent être unis et se rassembler, de manière coordonnée pour répondre aux difficultés transfrontalières, à la commande et à l'envoi d'équipements essentiels, etc. Le « *Green Deal* » européen ainsi que la Conférence sur l'avenir de l'Europe devront y apporter des réponses.

C'est l'idée même de notre Union qui est en jeu. L'assouplissement des prêts et l'accès aux garanties et aux polices d'assurance ne peuvent être la seule solution. Nous estimons qu'il est nécessaire de parvenir à une reprise, la plus rapide possible, et l'argent ne peut et ne doit être un frein à notre ambition. Le coût de l'absence de solidarité est, selon nous, bien plus élevé que celui d'une réponse massive, rapide et adaptée.

Investir directement dans les secteurs essentiels, nécessité pour nos populations

La conclusion évidente à tirer de la crise est que les petites villes se trouvent en première ligne d'une vaste crise mondiale qu'elles ne peuvent pas affronter sans infrastructures appropriées. Depuis des décennies, les États et l'UE insistent sur la nécessité d'une "rationalisation" des dépenses publiques. Les petites villes, notamment, se retrouvent confrontées à des conséquences majeures, sans avoir les moyens de réagir.

Les services publics essentiels doivent être considérés comme une partie fondamentale de la solution. Les infrastructures de toute nature dans le domaine de la santé (hôpitaux, maisons de retraite), de l'éducation (écoles) ainsi que tout service public pouvant aider à faire face à la crise et à assurer l'autonomie dont nos territoires locaux ont besoin doivent être considérés comme une priorité absolue. Il en va de notre souveraineté locale, nationale et européenne et de notre capacité à survivre. Ces investissements devraient être réalisés dans les ressources humaines ainsi que dans la construction de structures supplémentaires.

Ré-industrialiser et relocaliser l'économie réelle, un filet de sécurité attendu

Les partenaires privés sont essentiels à la reprise. Nos territoires et nos économies locales doivent s'appuyer sur des partenaires solides au niveau local, national et européen pour assurer un niveau de production des équipements nécessaires, essentiels à notre survie. Il s'agit de la capacité à produire des biens essentiels, comme de fournir aux autorités locales un tissu socio-économique d'entreprises, petites ou grandes, pour revitaliser nos territoires périphériques, ruraux et éloignés. En outre, elle constituerait un moyen durable de lutter contre la fuite des cerveaux ou les désertifications de tout ordre et d'offrir à nos jeunes des possibilités d'emploi, localement.

Outre la ré-industrialisation, la relocalisation doit être considérée comme une stratégie durable pour mobiliser tous les partenaires autour d'un objectif commun : assurer une réponse fluide, rapide et locale aux défis auxquels nos petites villes sont confrontées. En outre, elle constituerait une occasion sans précédent de renforcer l'économie réelle et de donner un effet de levier à nos économies vis-à-vis des États continentaux mondiaux.



Justice territoriale, le fil conducteur de la relance pour tous

Petites villes, autant que grandes villes sont essentielles à la reprise partout en Europe. Nous avons tous un rôle spécifique et crucial à jouer. Les fonds mobilisés pour investir dans les secteurs privé et public doivent cibler identiquement les zones périphériques, rurales et éloignées. Parce qu'un nouveau modèle doit émerger, et parce que nous sommes convaincus qu'il faut penser plus "local", les petites villes doivent être considérées comme un partenaire clé dans l'effort global et commun pour concevoir l'Europe de demain.

Les petites villes, en première ligne, ne doivent pas être abandonnées. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les services numériques. La question de la fracture territoriale ne sera pas traitée efficacement sans tenir compte de la fracture numérique actuelle qui empêche nombre de nos collectivités d'assumer leur rôle et de conduire le changement qu'elles appellent de leurs vœux. L'UE devrait accélérer et réduire les fractures en ce qui concerne la couverture de l'internet et du téléphone. Si elle n'est pas utilisable sur tous les territoires, et en particulier dans les petites villes, la technologie peut accroître l'isolement au lieu de renforcer les capacités de gouvernance.

L'inclusion de tous les territoires dans les transitions, notamment numériques, implique l'accompagnement social et économique des plus fragiles et de se donner les moyens de la digitalisation ; autant pour les collectivités que nos populations.

Subsidiarité: l'équipement politique et institutionnel pour les petites villes

Au-delà de l'accès aux équipements sanitaires, la pandémie a mis en évidence certaines difficultés techniques, institutionnelles et politiques cruciales. Parce que les autorités locales sont directement confrontées aux questions, aspiration et incertitudes de leurs citoyens, elles doivent disposer de plus de compétences pour y répondre.

Bien que parfois cruelle, cette crise peut et donc doit être considérée comme une opportunité politique de protéger et renforcer nos collectivités. Il s'agit de leur accorder la confiance et les moyens nécessaires pour obtenir des résultats concrets pour le bien commun – et d'autant plus en période de crise.

La flexibilisation des compétences municipales doit être rendu possible. Bien sûr, cela a un prix ; investissement nécessaire pour préserver notre souveraineté, démarche raisonnée pour développer l'attractivité locale. Les Etats étant déjà soumis à d'importantes contraintes financières, nous pensons que le budget européen, par le biais de ressources propres, doit être la solution privilégiée pour financer ce nouveau modèle basé sur la confiance. Les différents niveaux locaux doivent être fortement soutenus par l'UE : les politiques européennes doivent être plus sensibles et plus incisives à cet égard.

Conclusion: Le Pacte de Confiance local pour une relance juste et partagée

Chaque échelon local a sa raison d'être et son objectif. Que ce soit au niveau européen, national ou infra, la crise a montré certaines limites au modèle actuel. Bien entendu, les collectivités locales et surtout les petites villes doivent jouer leur rôle dans l'effort collectif. Elles ont assumé une grande partie de la crise en étant en première ligne, sans nécessairement disposer des outils nécessaires.

Considérons cette crise comme une opportunité pour la communauté européenne de se retrouver autour de valeurs fortes, incluant tous les territoires, les citoyens et les collectivités, afin de construire un nouveau chapitre du projet européen, celui de la solidarité et de la confiance entre Européens.

